



Thomas Thévenoud

2 langues

Article Discussion

Lire Modifier Modifier le code Voir l'historique

Pour les articles homonymes, voir *Thévenoud*.

Thomas Thévenoud, né le 5 mai 1974 à Dijon (Côte-d'Or), est un homme politique français.

Membre du Parti socialiste, il est élu conseiller général de Saône-et-Loire en 2008 puis député de la 1^{re} circonscription de Saône-et-Loire en 2012.

Le 26 août 2014, il est nommé secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la Promotion du tourisme et des Français de l'étranger. Toutefois en raison de ses démêlés avec l'administration fiscale, pour lesquels il invoque une « phobie administrative »¹, il est contraint de démissionner seulement neuf jours plus tard, faisant de son mandat l'un des plus courts de la Cinquième République.

En mars 2017, il annonce mettre un terme à sa carrière politique². Il rejoint le cabinet d'affaires publiques Vae Solis Communication en septembre 2023, comme directeur associé³.

Biographie

[modifier | modifier le code]

Famille et formation

[modifier | modifier le code]

Thomas Thévenoud grandit en Saône-et-Loire, à Mâcon puis à Montceau-les-Mines. Sa mère est pharmacienne, son père travaille à la Mission locale pour l'emploi des jeunes⁴. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (section Service public, 1995)⁵.

En 1997, après le retour de la gauche au pouvoir, il adhère au PS et devient l'attaché parlementaire du député de Saône-et-Loire André Billardon. En 2000, il rejoint l'Assemblée nationale comme conseiller du président du groupe socialiste puis il intègre à 27 ans le cabinet de Laurent Fabius, alors ministre de

Thomas Thévenoud



Thomas Thévenoud en 2019.

Fonctions

Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la Promotion du tourisme et des Français de l'étranger

26 août – 4 septembre 2014
(9 jours)

Président	François Hollande
Premier ministre	Manuel Valls
Ministre	Laurent Fabius
Gouvernement	Valls II
Prédécesseur	Fleur Pellerin
Successeur	Matthias Fekl

Député français

20 juin 2012 – 20 juin 2017
(5 ans)

Élection	17 juin 2012
Circonscription	1^{re} de Saône-et-Loire

 Économie et des Finances et s'occupe pour lui des relations avec le Parlement.

En 2001-2002, il enseigne les institutions politiques à [SciencesPo Paris](#).^[réf. nécessaire]

Marié à Sandra Elouarghi, il est père de jumelles. Il se dit atteint de « [phobie administrative](#) », marque qu'il dépose lui-même à l'[INPI](#) en décembre 2014⁶.

Son épouse est titulaire d'un [DESS](#) en droit européen obtenu à l'[IEP de Lyon](#). Elle est nommée en 2001⁷ conseillère parlementaire au cabinet de [Pierre Moscovici](#), alors ministre délégué aux Affaires européennes⁸. Par la suite, elle devient chef de cabinet du [président du Sénat](#), [Jean-Pierre Bel](#), qui la met ensuite « en congé sans traitement »⁹.

Débuts en politique [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 2001, Thomas Thévenoud est élu premier adjoint au maire de la commune de [Montceau-les-Mines](#), puis est battu lors des [élections cantonales de 2004 à Mont-Saint-Vincent](#). En 2008, il est élu sur le [canton de Montcenis](#) et devient vice-président du conseil général de Saône-et-Loire, alors présidé par [Arnaud Montebourg](#). Chargé de l'habitat et de l'aménagement du territoire, il préside également l'OPAC 71 de 2008 à 2012.

Député de la XIV^e législature [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En juin 2012, Thomas Thévenoud est élu député dans la première circonscription de Saône-et-Loire, mais conserve ses fonctions de conseiller général¹⁰.

À l'[Assemblée nationale](#), il est membre de la [commission des Finances, de l'Économie générale et du Contrôle budgétaire](#)¹¹.

En octobre 2012, il rédige un rapport critique sur la baisse de la TVA dans la restauration, citant le cas de la firme [McDonald's](#), qui aurait gagné 19 millions d'euros grâce à la TVA à 5,5 %. La multinationale américaine répondra par un encart dans la presse en citant nommément le député¹¹.

Le 5 février 2013, il est l'objet d'une polémique à la suite d'une photo, twittée par le député UMP [Marc Le Fur](#), le montrant jouant au scrabble sur une tablette numérique en pleine séance à l'assemblée nationale^{12,13}.

En février 2014, il est nommé par le Premier ministre, [Jean-Marc Ayrault](#), médiateur dans la crise opposant les chauffeurs de taxis aux sociétés de VTC, [voiture de tourisme avec chauffeur](#)¹¹. Le 25 avril 2014, il rend

Législature	XIV^e (Cinquième République)
Groupe politique	SRC (2012-2014) NI (2014-2017)
Prédécesseur	Gérard Voisin
Successeur	Benjamin Dirx
Conseiller général de Saône-et-Loire	
16 mars 2008 – 29 mars 2015	
(7 ans et 13 jours)	
Élection	16 mars 2008
Circonscription	Canton de Montcenis
Président	Arnaud Montebourg Rémi Chaintron
Groupe politique	PS
Prédécesseur	André Quincy
Successeur	<i>Canton supprimé</i>

Biographie

Date de naissance	5 mai 1974 (52 ans)
Lieu de naissance	Dijon (France)
Nationalité	Française
Parti politique	PS (1997-2014)
Diplômé de	IEP de Paris
Profession	Cadre des collectivités locales

[modifier](#)



Le premier ministre son rapport, « Un taxi pour l'avenir, des emplois pour la France »¹⁴. Après avoir rencontré de nombreux acteurs du secteur des transports de personne, le député a résumé en trente points ses propositions pour « garantir la sécurité des personnes », « rétablir des conditions saines de concurrence » ou encore « mieux gérer le transport des personnes malades par taxi »¹⁵.

Article connexe : [Uber#Loi Thévenoud et réglementations postérieures](#).

Après l'entrée de [Thierry Mandon](#) au gouvernement (juin 2014), il devient le porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale¹⁶.

Secrétaire d'État du gouvernement Valls II et démission [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 26 août 2014, Thomas Thévenoud est nommé [secrétaire d'État](#) chargé du [Commerce extérieur](#), de la [Promotion du tourisme](#) et des [Français de l'étranger](#) dans le [gouvernement Valls II](#).

Il démissionne le 4 septembre 2014 en raison d'un « problème de conformité » avec le fisc. Membre du gouvernement pendant seulement neuf jours, il égale le record de brièveté comme ministre ou secrétaire d'État de la [Cinquième République](#) détenu depuis 1988 par [Léon Schwartzberg](#)^{17, 18}.

Démêlés fiscaux et financiers [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Selon [Mediapart](#), Thomas Thévenoud ne déclarait pas ses revenus et ne payait pas ses impôts depuis plusieurs années. Il a été l'objet d'une « imposition d'office » suivie d'un recouvrement forcé. En réponse, il précise que, puisqu'il a subi une imposition forfaitaire, on ne peut pas dire qu'il n'a pas payé ses impôts¹⁹ et qu'il souffrait de « phobie administrative »²⁰. Il dépose le 9 décembre 2014 l'expression, qu'il a forgée, en tant que [marque verbale](#) dans les classes 35, 37 et 45 auprès de l'[Institut national de la propriété industrielle](#) (INPI)^{21, 22}.

De son côté, [Le Canard enchaîné](#) révèle qu'il s'est aussi abstenu de payer le loyer de son appartement à Paris pendant trois ans et n'a finalement accepté de régler ses arriérés qu'après une menace d'expulsion²³.

Enfin, d'après [Le Monde](#), il aurait volontairement omis de régler les amendes de stationnement avec son véhicule de fonction²⁴. Le [kinésithérapeute](#) de ses filles a dû faire appel à un [huissier](#) pour être payé d'arriérés d'une année²⁵. De même, [EDF Bourgogne](#) aurait lancé une procédure de [recouvrement](#) pour « incidents de paiement »²⁶.

Tenu de faire une « Déclaration d'intérêts et d'activités au titre d'un mandat parlementaire du 17 juin 2012 », il déclare comme profession être cadre territorial, ainsi que « chargé de formation à la direction générale d'[EdF-ERDF](#) » et directeur de cabinet de la communauté urbaine Le Creusot-Montceau. S'il fait aussi état de ses mandats électifs de vice-président du conseil général de Saône-et-Loire et de vice-président de la communauté Le Creusot-Montceau, il omet en revanche de mentionner qu'il a créé une entreprise individuelle portant son nom. L'information est révélée par [Rue89](#) et reprise par [Metronews](#) à qui Thévenoud précise qu'il n'a pas déclaré cette activité parce qu'elle n'était pas rémunératrice^{27, 28}.

Il apparaît quelques jours plus tard qu'il a également négligé d'indiquer dans sa déclaration d'intérêts²⁹ qu'en 2010, il avait été durant quelques mois directeur général d'une société de négoce en vins³⁰, la SAS Vins Bernard Gras, laquelle est dirigée par son beau-père et fait l'objet d'une information, ouverte par le parquet de Dijon, pour fraude et tromperie ouverte³¹.

Début avril 2016, le *Canard enchaîné* révèle que Thomas Thévenoud n'a pas payé la cantine de ses filles depuis 2011^{32, 33, 34}.

Retrait de la vie politique [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Après la révélation de ses problèmes fiscaux, Thomas Thévenoud annonce le 8 septembre 2014 qu'il quitte le PS et le *groupe SRC*, mais qu'il conserve son mandat de député³⁵. Cette décision provoque de nombreuses protestations, à gauche comme à droite³⁶. Le Premier ministre *Manuel Valls* déclare, lors de la séance de questions parlementaires au gouvernement, qu'il ne comprend pas qu'« en responsabilité, en conscience, [Thomas Thévenoud] reste aujourd'hui membre de cette Assemblée nationale »³⁷.

Le 1^{er} octobre 2014, il quitte la commission des finances de l'*Assemblée nationale* pour rejoindre celle du développement durable³⁸.

En conséquence de cette situation, en septembre et en octobre 2014, certains députés socialistes demandent une modification du règlement de l'Assemblée nationale et du Sénat pour que les parlementaires n'étant pas en règle avec l'administration fiscale puissent être exclus, bien qu'aucune peine d'inéligibilité n'ait été prononcée. D'autres députés socialistes plaident pour qu'une attestation de paiement des impôts soit demandée à tous les candidats à une élection, un contrôle en amont. Le groupe UMP au Sénat, présidé par *Bruno Retailleau*, demande des sanctions en cas de *fraude fiscale* d'un parlementaire, un contrôle en aval^{39, 40}.

En mars 2016, il publie le livre *Une phobie française* aux *éditions Grasset*⁴¹, dans lequel il affirme notamment qu'il aurait pu être nommé, dès avril 2014, secrétaire d'État aux Transports⁴².

En mars 2017, il annonce qu'il ne se représentera pas aux *élections législatives de 2017*, et qu'il « arrête la politique »^{43, 44, 45, 46, 47, 48}. Il s'inscrit alors à l'Institut d'études judiciaires de l'*université Paris-II* et en master de droit à la *Sorbonne*, préparant l'examen d'entrée au *Centre régional de formation professionnelle des avocats* (CRFPA)⁴⁹.

Sans emploi après la fin de son mandat parlementaire en 2017, il devient directeur de la publication de la revue *Charles* en mai 2019⁵⁰.

Condamnation pour fraude fiscale [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 1^{er} juin 2015, la *Direction générale des finances publiques* porte *plainte* contre Thomas Thévenoud pour *fraude fiscale*⁵¹. Le 29 mai 2017, il est condamné à 3 mois de prison avec *sursis* pour fraude fiscale (peine identique pour son épouse) et un an d'*inéligibilité*⁵². Le 7 juin, le parquet interjette appel⁵³.

Le 12 septembre 2019, la [Cour de cassation](#) rejette le [pourvoi](#) de Thomas Thévenoud, rendant définitive sa condamnation⁵⁷.

En 2020, [France Info](#) note qu'une adresse IP a supprimé plus de 26 000 caractères dans l'article Wikipédia qui lui est consacré, dont une majorité concerne ses affaires judiciaires⁵⁸.

Publications [\[modifier | modifier le code \]](#)

- Thomas Thévenoud, *Une phobie française*, Paris, [éditions Grasset](#), 30 mars 2016, 336 p. ([ISBN 978-2-246-85945-1](#))
- Thomas Thévenoud, *Taxi(s)*, Paris, [éditions du cherche midi](#), 4 octobre 2018, 216 p. ([ISBN 978-2-7491-5465-7](#))

Filmographie [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Thomas Thévenoud joue le rôle d'un ministre du Travail sans scrupules dans le film *De grandes espérances* (2022)^{59, 60, 61}.

Notes et références

1. ↑ Le Point.fr, « [« Phobie administrative » : Thomas Thévenoud en fait une marque !](#) [archive] », sur *Le Point*, 8 février 2018 (consulté le 21 décembre 2022).
2. ↑ « ["J'ai envie de tourner la page" : le député Thomas Thévenoud met fin à sa carrière politique](#) [archive] », sur *TF1 INFO*, 10 mars 2017 (consulté le 20 novembre 2023).
3. ↑ « [Un ex-ministre socialiste embauche chez Vae Solis - 29/09/2023](#) [archive] », sur *La Lettre*, 29 septembre 2023 (consulté le 11 septembre 2025).
4. ↑ **Raphaëlle Bacqué**, « La folie domestique du couple Thévenoud », *Le Monde*, 11 septembre 2014 ([lire en ligne](#) [archive]).
5. ↑ Alumni Sciences Po, « [l'Association des Sciences-Po - Annuaire des Sciences-Po](#) [archive] », sur *sciences-po.asso.fr* (consulté le 16 novembre 2016).
6. ↑ [Dépôt de la marque « phobie administrative »](#) [archive] le 9 décembre 2014.
7. ↑ Arrêtés du 11 juin 2001 portant nomination au cabinet du ministre.
8. ↑ [Sénat : La diversité s'invite dans le cabinet de Jean-Pierre Bel, L'Hémicycle n° 426, mercredi 30 novembre 2011](#) [archive], *Le Figaro*, 8 septembre 2014.
9. ↑ « Sénat : l'épouse de Thévenoud "mise en congé" de la présidence "sans traitement" (Bel) », *Le Figaro*, 8 septembre 2014 ([lire en ligne](#) [archive]).
10. ↑ « [Combien gagnait le contribuable Thévenoud ?](#) [archive] », sur *Le Monde*, 9 septembre 2014.
11. ↑ ^{a b et c} Hélène Bekmezian, « Thomas Thévenoud, un jeune loup remuant du PS pour médiateur », *Le Monde*, *supp. Économie & Entreprise*, 15 février 2014, p. 5.

12. ↑ « Une photo de Thomas Thévenoud jouant au scrabble enflamme l'Assemblée nationale », *France 3 Bourgogne*, 5 février 2013 ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#)).
13. ↑ « Thomas Thévenoud, le député qui joue au Scrabble, explique sa partie au Lab [\[archive\]](#) », sur *lelab.europe1.fr*, 5 février 2013.
14. ↑ <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/144000239/0000.pdf> [\[archive\]](#)
15. ↑ Maxime Lebufnoir, « Les VTC toujours remontés [\[archive\]](#) », sur *Libération*, 21 juillet 2014 (consulté le 26 août 2014).
16. ↑ « Thomas Thévenoud, nouveau porte-parole des députés PS [\[archive\]](#) », sur *Le Parisien*, 10 juin 2014 (consulté le 26 août 2014).
17. ↑ « Le secrétaire d'État au Commerce extérieur Thomas Thévenoud démissionne [\[archive\]](#) », sur *Le Figaro.fr*, 4 septembre 2014.
18. ↑ « Thévenoud, ministre le plus éphémère de la Ve République [\[archive\]](#) », sur *Le Journal du dimanche.fr*, 4 septembre 2014.
19. ↑ « Remaniement : Matthias Fekl remplace Thomas Thévenoud au commerce extérieur [\[archive\]](#) », sur *Le Monde.fr*, 4 septembre 2014.
20. ↑ « La « phobie administrative » de Thomas Thévenoud devant la justice [\[archive\]](#) », sur *Le Monde.fr*, 18 avril 2017.
21. ↑ « La «phobie administrative» est désormais une marque déposée par Thomas Thévenoud [\[archive\]](#) », sur *Le Figaro* (consulté le 8 février 2018).
22. ↑ « Notice complète [\[archive\]](#) », sur *bases-marques.inpi.fr* (consulté le 11 février 2018).
23. ↑ « Thévenoud aussi mauvais contribuable que mauvais locataire », *Le Canard enchaîné*, 10 septembre 2014, p. 2.
24. ↑ « Thévenoud : impôts, loyer, démission, les réponses à vos questions », *Le Monde.fr*, 10 septembre 2014 (https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/09/10/thevenoud-les-reponses-a-vos-questions_4485008_4355770.html [\[archive\]](#)).
25. ↑ « Thomas et Sandra Thévenoud, la chute de deux ambitieux », *Le Monde.fr*, 11 septembre 2014 ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#)).
26. ↑ « Thomas Thévenoud ne payait pas non plus l'électricité [\[archive\]](#) », *Le Monde.fr*, 23 septembre 2014.
27. ↑ « Démission : Thévenoud aurait quelques soucis avec sa situation fiscale [\[archive\]](#) », sur *Le Nouvel Obs*, 4 septembre 2014.
28. ↑ « Thomas Thévenoud aurait aussi oublié son activité d'entrepreneur [\[archive\]](#) », sur *Libération*, 9 septembre 2014.
29. ↑ [Ladite déclaration](#) [\[archive\]](#), sur le site *hatvp.fr*.
30. ↑ « La nouvelle cachotterie de Thomas Thévenoud », *Mediapart.fr*, 10 septembre 2014 ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#)).
31. ↑ « Ariane Kujawski, Négocier en vins, kiné, impôts, loyers, PV : les dossiers qui minent Thomas Thévenoud [\[archive\]](#) », sur *BFMTV.com*, 10 septembre 2014.
32. ↑ « Thomas Thévenoud n'a pas payé la cantine de ses enfants » [\[archive\]](#), *Le Point.fr*, 6 avril 2016.
33. ↑ Site du Midi Libre, 06.04.2016. [\[archive\]](#)
34. ↑ Sur *Francetvinfo.fr*. [\[archive\]](#)
35. ↑ « Thomas Thévenoud quitte le Parti socialiste mais reste député » [\[archive\]](#), *Le Monde.fr*, 8 septembre 2014.
36. ↑ « L'UMP demande une enquête fiscale sur Thomas Thévenoud » [\[archive\]](#), *Le Monde.fr*, 9 septembre 2014.
37. ↑ « Manuel Valls durcit le ton contre Thomas Thévenoud » [\[archive\]](#), *Le Figaro.fr*, 10 septembre 2014.
38. ↑ Le Scan politique, « Thomas Thévenoud quitte la commission des finances de l'Assemblée [\[archive\]](#) », sur *Le Figaro.fr*, 1^{er} octobre 2014 (consulté le 9 octobre 2014).
39. ↑ « Yann Galut : "Il faut renforcer la transparence" » [\[archive\]](#), *Le Parisien.fr*, 10 septembre 2014.
40. ↑ « Au Sénat, l'UMP lance sa proposition de loi anti-Thévenoud » [\[archive\]](#), *Le Figaro.fr*, 13 octobre 2014.
41. ↑ « Thomas Thévenoud, factures ouvertes » [\[archive\]](#), Luc Le Vaillant, *Libération.fr*, 24 mars 2016.
42. ↑ « Une phobie française : les confessions vengeresses de Thomas Thévenoud » [\[archive\]](#), *Le Figaro.fr*, 30 mars 2016.

43. ↑ Julien Chabrout, « Thomas Thévenoud ne se représentera pas aux législatives : "J'arrête la politique" » [archive] sur *Le Lab (Europe 1)*, 10 mars 2017
44. ↑ « Thomas Thévenoud arrête la politique [archive] », sur *Le Huffington Post*, 10 mars 2017 (consulté le 10 mars 2017).
45. ↑ « Saône-et-Loire : le député Thomas Thévenoud arrête la politique - France 3 Bourgogne-Franche-Comté », *France 3 Bourgogne-Franche-Comté*, 10 mars 2017 (lire en ligne [archive], consulté le 10 mars 2017).
46. ↑ « L'ex-secrétaire d'État Thomas Thévenoud arrête la politique », *Libération.fr*, 10 mars 2017 (lire en ligne [archive], consulté le 10 mars 2017).
47. ↑ Le Point.fr, « Fin de carrière politique pour Thomas Thévenoud », *Le Point*, 10 mars 2017 (lire en ligne [archive], consulté le 10 mars 2017).
48. ↑ « Le député Thomas Thévenoud arrête la politique [archive] », sur *L'Obs*, 10 mars 2017 (consulté le 10 mars 2017).
49. ↑ Thomas Liabot, « Bientôt jugé, Thomas Thévenoud veut devenir avocat » [archive], lejdd.fr, 12 avril 2017.
50. ↑ « Thomas Thévenoud, homme de presse [archive] », sur *L'Opinion*, *L'Opinion*, 16 mai 2019 (consulté le 21 juin 2019).
51. ↑ « Thomas Thévenoud, pour l'exemple » [archive], Emmanuel Fansten et Laure Bretton, *Libération.fr*, 1^{er} juin 2015.
52. ↑ « Thomas Thévenoud condamné à 3 mois avec sursis pour fraude fiscale » [archive], leexpress.fr, 29 mai 2017.
53. ↑ Le Parisien avec AFP, « "Phobie administrative" : le parquet fait appel de la condamnation de Thomas Thévenoud [archive] », sur *Le Parisien.fr*, 7 juin 2017.
54. ↑ Le Monde.fr avec AFP, « Fraude fiscale : un an de prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité pour Thomas Thévenoud [archive] », sur *Le Monde*, 31 janvier 2018.
55. ↑ « Fraude fiscale : le Conseil constitutionnel examine un recours déposé par Thomas Thévenoud [archive] », sur *francetvinfo.fr*, 13 novembre 2018.
56. ↑ « Décision n° 2018-745 QPC du 23 novembre 2018 [archive] », sur *Conseil constitutionnel* (consulté le 23 novembre 2018).
57. ↑ Fraude fiscale : condamnation définitive pour Thomas Thévenoud [archive], lefigaro.fr, 12 septembre 2019
58. ↑ Yacha Hajzler et Bertrand Mallen, *Affaire Alstom : la page Wikipédia du député Olivier Marleix théâtre d'une guerre de la communication* [archive], francetvinfo.fr, 10 juin 2020
59. ↑ [1] [archive]
60. ↑ Le monde 22 mars 2023: "un ministre – interprété par Thomas Thévenoud" [archive]
61. ↑ « Saône-et-Loire. Thomas Thévenoud redevient ministre… au cinéma [archive] », sur *Le Journal de Saône-et-Loire* (consulté le 4 janvier 2023).

Liens externes [modifier | modifier le code]

- Ressources relatives à l'audiovisuel : Allociné • IMDb • The Movie Database • Unifrance
- Ressources relatives à la vie publique : Assemblée nationale • Base Sycomore
- Ressource relative à plusieurs domaines : Radio France
- Notices d'autorité : VIAF • ISNI • BnF (données) • IdRef • LCCN • GND

v · m

Gouvernement Valls II (25 août 2014 – 6 décembre 2016) jusqu'au remaniement du 11 février 2016

[afficher]



Portail de la politique française

Portail de Saône-et-Loire

Portail du socialisme

égories : [Ministre français du Commerce extérieur](#) | [Ministre français du Tourisme](#)

[Secrétaire d'État français](#) | [Député de Saône-et-Loire](#) | [Député membre du Parti socialiste \(France\)](#)

[Député de la XIVe législature de la Ve République](#) | [Conseiller général de Saône-et-Loire](#)

[Personnalité politique condamnée pour fraude](#)

[Personnalité politique condamnée à une peine d'inéligibilité en France](#)

[Élève de l'Institut d'études politiques de Paris](#) | [Étudiant de l'université Panthéon-Assas](#)

[Naissance en mai 1974](#) | [Naissance à Dijon](#) [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 15 juin 2026 à 03:54. La page a été rendue avec [Parsoid](#).

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#) [À propos de Wikipédia](#) [Avertissements](#) [Contact](#) [Contacts juridiques & sécurité](#) [Code de conduite](#)

[Développeurs](#) [Statistiques](#) [Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) [Version mobile](#)